



STATISTIQUES ET INDICATEURS

LES REPRISES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024 EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

DÉFINITIONS

La mesure de l'accès ou du retour à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de France Travail est construite à partir des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) transmises par les employeurs à l'ACOSS et la CCMSA, et les données de France Travail (pour les emplois non-salariés, salariés de particuliers employeurs, salariés en contrat de droit public ou de droit d'un pays étranger). Le nombre de reprises d'emploi est mesuré pour les demandeurs d'emploi en catégories A ou B ayant une DPAE d'un mois ou plus, sortants des listes en déclarant une reprise d'emploi, ou basculant sous certaines conditions en catégories C ou E (cf. méthodologie en page 3).

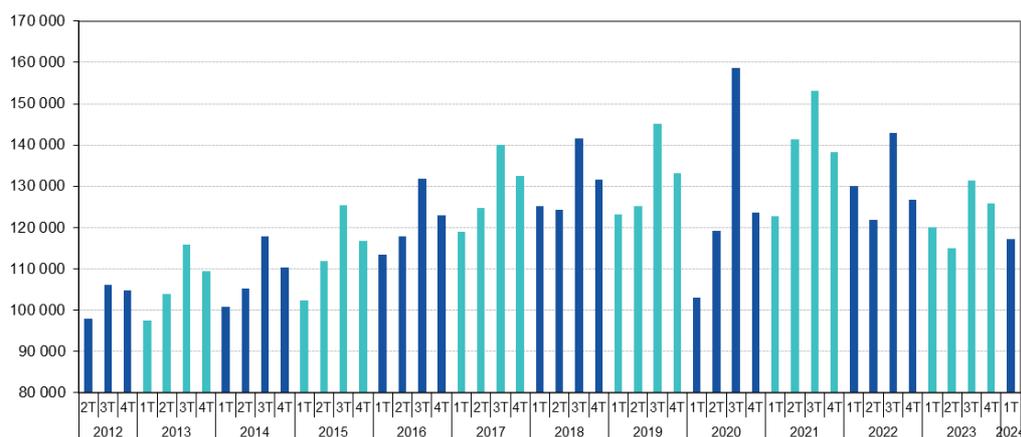
GRAPHIQUE 1 : NOMBRE TRIMESTRIEL DE REPRISES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LA RÉGION

Au cours du 1^{er} trimestre 2024, 117 100 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B ont repris un emploi d'une durée d'un mois ou plus. Ce nombre est en baisse de -1,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2023. Rapporté au nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B sur la période, cela représente un taux de reprise d'emploi de 9,4 %, en baisse de -0,3 pt.

Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A ou B est en hausse dans la région (+2,0% par rapport au 1^{er} trimestre 2023).

Auvergne-Rhône-Alpes concentre 11,6% du nombre total de reprises d'emploi en France au cours du 1^{er} trimestre 2024 (alors que la région représente 10,5 % des demandeurs d'emploi français inscrits en catégories A et B).

Au total sur un an, cela représente 489 300 reprises d'emploi (baisse de -4,3% par rapport à l'année précédente). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B a baissé de -0,2%. Le nombre de reprises d'emploi connaît des fluctuations saisonnières importantes (cf. graphique 1).



Parmi les reprises d'emploi recensées au cours du 1^{er} trimestre 2024, 22 700 concernent des jeunes âgés de moins de 25 ans soit 19% de l'ensemble des reprises d'emploi. Pour comparaison, cette population représente 13% des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B au cours du 1^{er} trimestre 2024.

Le constat est inverse pour les seniors (demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus). Au 1^{er} trimestre 2024 sont comptabilisées 20 500 reprises d'emploi pour cette population soit 18% de l'ensemble des reprises d'emploi, alors que les seniors représentent 27% des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B en Auvergne-Rhône-Alpes.

Enfin, le nombre de reprises d'emploi concernant des chômeurs de longue durée (inscription à France Travail supérieure ou égale à un an) est de 33 300 soit 28% des reprises d'emploi de la région, alors que cette population représente 37% des personnes inscrites en fin de mois en catégories A ou B.

DES DISPARITÉS SELON LES BASSINS D'EMPLOI

En rapportant le nombre trimestriel de reprises d'emploi au nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B sur la période, on obtient un taux de reprise d'emploi de 9,4% en Auvergne-Rhône-Alpes. Le taux de reprise d'emploi varie significativement selon le bassin d'emploi de rattachement du demandeur d'emploi (cf carte 1).

Le bassin de Tarentaise enregistre le taux de reprise d'emploi le plus élevé de la région (13,6%). Viennent ensuite les bassins de Maurienne (12,9%), la Vallée de l'Arve (12,0%), Loire Centre (11,5%), Trévoux et Annecy (les 2 à 11,3%).

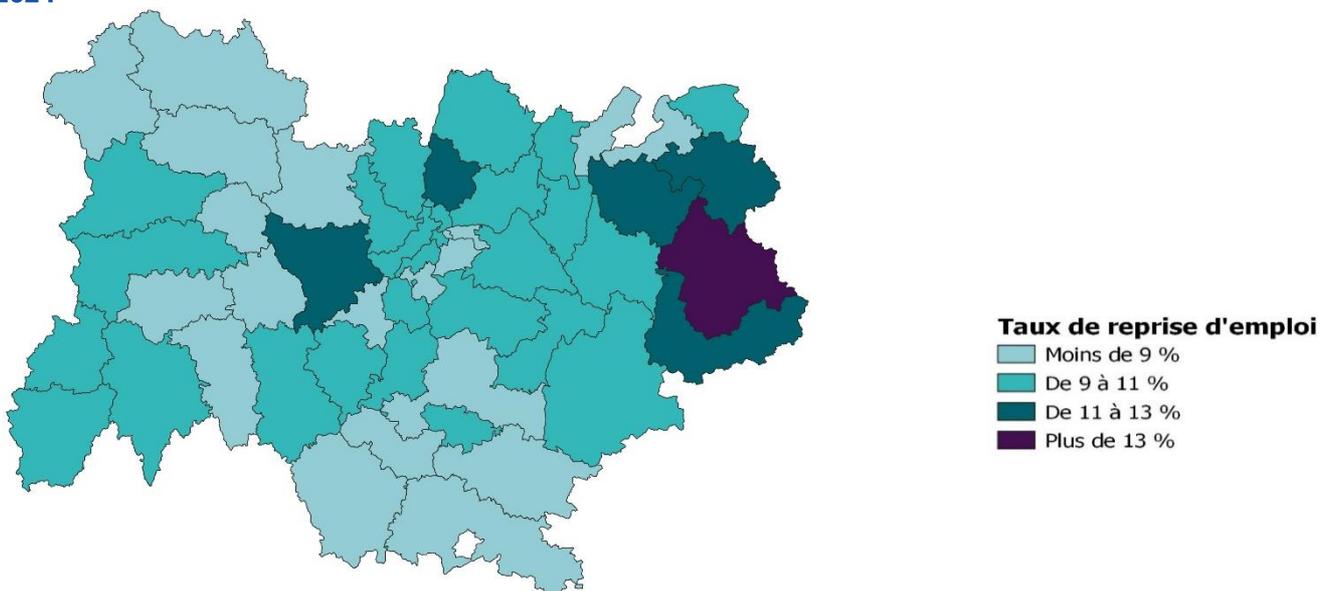
A l'opposé les bassins de Montluçon (7,4%), Thiers et Saint Etienne (les 2 à 7,6%) et la Vallée de la Drôme et le Pays de Gex (les 2 à 7,9%) se distinguent par les taux de reprise d'emploi les plus faibles de la région.

En un an, le taux de reprise d'emploi baisse de -0,3 pt en Auvergne-Rhône-Alpes. Le bassin d'Ambert affiche la plus forte évolution avec +1,3 pt. A l'opposé, la plus forte baisse revient au bassin d'Oyonnax (-1,4 pt) (cf carte 2).

Au niveau des départements, seul le Cantal est en très légère hausse (+0,1pt). L'Allier et la Haute Savoie présentent les plus fortes baisses (-0,7 pt et -0,6 pt respectivement). Seul le département de La Drôme stagne sur un an.

CARTE 1 :

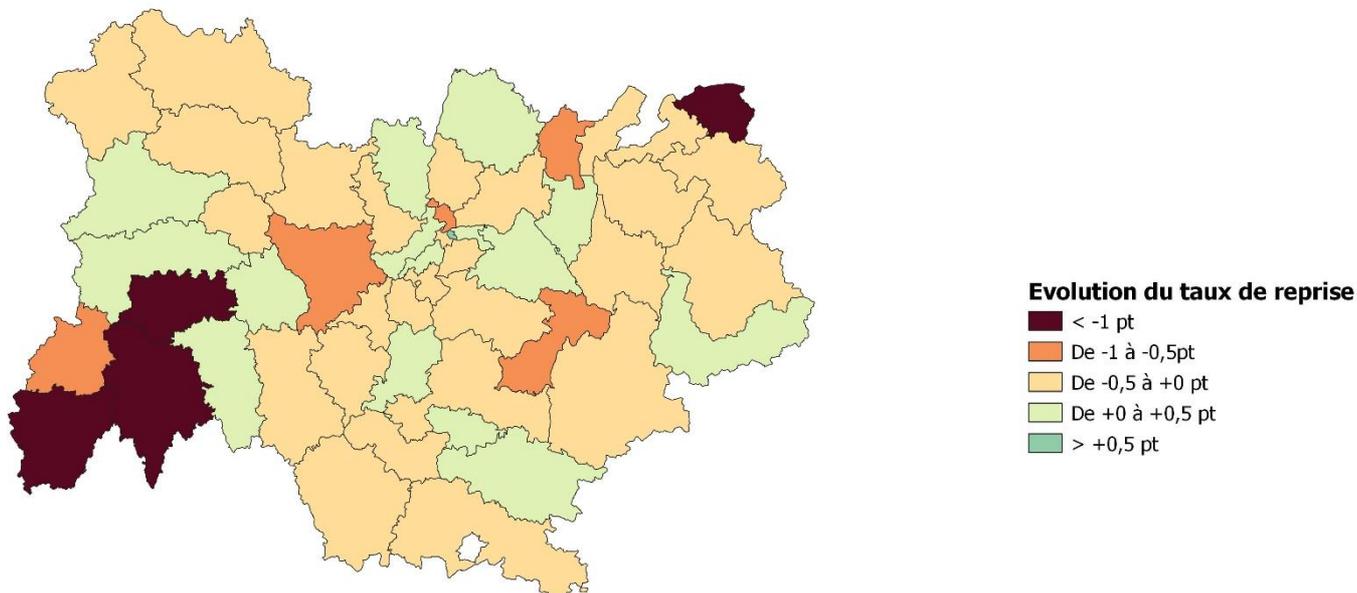
TAUX DE REPRISE D'EMPLOI DES DEMANDEURS EN CATEGORIES A OU B PAR BASSIN D'EMPLOI AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024



Source : Fichier Historique des demandeurs d'emploi (France Travail) et DPAE (AcoSS – CCMSA) - Données brutes

CARTE 2:

EVOLUTION DU TAUX DE REPRISE D'EMPLOI ENTRE LE 1^{ER} TRIMESTRE 2024 ET LE 1^{ER} TRIMESTRE 2024 PAR BASSIN D'EMPLOI



Source : Fichier Historique des demandeurs d'emploi (France Travail) et DPAE (AcoSS – CCMSA). Données brutes

UN TAUX DE REPRISE D'EMPLOI PLUS IMPORTANT CHEZ LES JEUNES DEMANDEURS D'EMPLOI

Les reprises d'emploi sont proportionnellement plus fréquentes parmi les demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans. En effet, parmi les jeunes inscrits en catégories A ou B au cours du 1^{er} trimestre 2024, 13,5% ont repris un emploi (cf tableau 1).

A l'inverse, les séniors sont ceux pour lesquels le taux de reprise d'emploi est le plus faible (6,1%).

Ce taux varie également selon l'ancienneté d'inscription : il atteint 10,6% parmi les chômeurs inscrits depuis moins d'un an, contre 7,3% parmi les chômeurs de longue durée.

En termes d'évolution sur un an, le taux de reprise d'emploi varie, selon les publics : ce sont les cadres qui présentent l'évolution la plus basse (-1,2 pt) ; tous les publics ont également une évolution à la baisse, sauf les techniciens et agents de maîtrise qui restent à 0 pt.

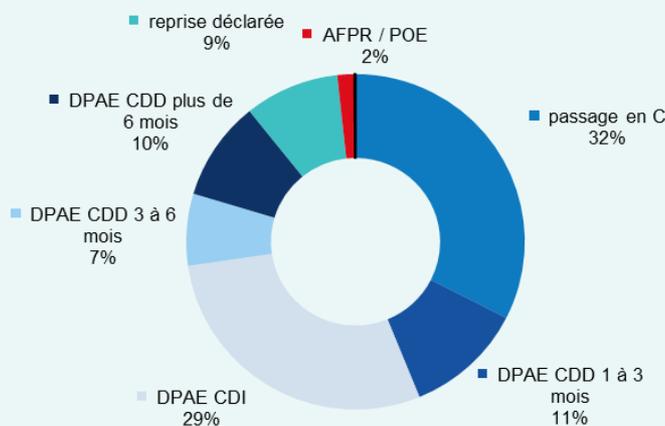
**TABLEAU 1 :
NOMBRE DE REPRISES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN CATEGORIES A OU B SELON LES CARACTERISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI**

	Nombre de reprises d'emploi 1 ^{er} trim 2024	Nombre de reprises d'emploi 1 ^{er} trim 2023	Taux de reprise d'emploi au 1 ^{er} trim 2024	Taux de reprise d'emploi au 1 ^{er} trim 2023
Total Auvergne-Rhône-Alpes	117 124	118 535	9,4%	9,7%
<i>dont demandeurs d'emploi</i>				
de moins de 25 ans	22 736	22 106	13,5%	14,1%
de 25 à 49 ans	73 830	75 263	9,9%	10,4%
de 50 ans et plus	20 558	21 166	6,1%	6,3%
inscrits depuis un an ou plus	33 308	35 381	7,3%	7,7%
inscrits depuis moins d'un an	83 816	83 154	10,6%	11,0%
hommes	60 434	60 653	9,7%	10,1%
femmes	56 690	57 882	9,1%	9,3%
ouvriers non qualifiés	8 161	8 822	8,3%	8,9%
ouvriers qualifiés	10 172	10 938	10,2%	10,9%
employés non qualifiés	23 274	23 524	8,0%	8,1%
employés qualifiés	48 241	47 855	9,6%	9,7%
techniciens et agents de maîtrise	13 066	12 664	9,9%	9,9%
cadres	12 414	11 875	11,2%	12,4%

ENCADRÉ N°1

ANNEXES

**GRAPHIQUE 2 :
COMPOSITION DES REPRISES D'EMPLOI AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024**



Au 1^{er} trimestre 2024, les déclarations préalables à l'embauche d'un mois ou plus représentent 57% des reprises d'emploi (cf. graphique 2) au niveau régional.

32% des reprises d'emploi sont repérées par une bascule en catégorie C.

Les passages en formations AFPR ou POE individuelle contribuent de façon très faible au nombre de reprise d'emploi (soit 2%).

A noter cependant que certaines de ces bascules en catégorie C sont associées à une DPAE d'emploi intérimaire (pour lesquelles la durée n'est pas renseignée). En revanche, lorsque les bascules en catégorie C sont associées à une DPAE en CDD de moins d'un mois, elles ne sont pas comptabilisées dans cet indicateur.

L'ordre de priorité dans la construction du nombre de reprises d'emploi explique la faible proportion de sorties pour reprise d'emploi déclarée. En effet, un demandeur qui possède une DPAE et renseigne dans le même temps une sortie pour reprise d'emploi sera compté dans le nombre de reprises d'emploi comme possédant une DPAE.

ENCADRÉ N°2

METHODOLOGIE

Les informations présentes dans le système d'information de France Travail ne suffisent pas, à elles seules, à repérer correctement l'ensemble des retours vers l'emploi des demandeurs d'emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi retrouvant un emploi cessent d'actualiser leur inscription et sortent ainsi des listes, sans pour autant déclarer à France Travail la reprise d'emploi. L'enquête trimestrielle réalisée par France Travail et la Dares sur les sortants des listes montre ainsi qu'environ la moitié des sortants pour défaut d'actualisation, et un tiers des sortants pour radiation administrative (le plus souvent après une non réponse à convocation), sont en fait des sorties pour reprise d'emploi.

Description de la DPAE

La DPAE est une déclaration obligatoire, qui doit être transmise à l'Acoss ou à la CCMSA par l'employeur dans les huit jours qui précèdent l'embauche. Les DPAE concernent l'ensemble des embauches, à l'exception des particuliers employeurs ou des employeurs publics lorsqu'ils recrutent sur un contrat de droit public⁽¹⁾. On estime généralement que l'embauche est effective pour plus de 95% des DPAE déposées.

(Pour plus d'information consulter :

<https://www.urssaf.org/accueil/statistiques/nos-etudes-et-analyses/employeurs/nationale/employeurs-2024/dpae-avril2024.html>)

La DPAE comprend des informations sur :

- l'établissement recruteur (identification, secteur d'activité) ;
- le salarié (identification, sexe, âge) ;
- le contrat de travail (nature, durée et date d'embauche).

Les établissements de travail temporaire transmettent en début de mission une DPAE spécifique. Celle-ci ne comprend pas la durée de la mission d'intérim.

La mesure du nombre de reprises d'emploi

Les DPAE n'étant pas exhaustives, le nombre de reprise d'emploi est construit en complétant l'information contenue dans les DPAE par d'autres informations disponibles dans les fichiers de France Travail. Seuls les retours à l'emploi pour une durée supérieure ou égale à un mois sont pris en compte.

Le nombre de reprises d'emploi pour le mois M est ainsi mesuré comme le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui :

- ont une DPAE de plus d'un mois (CDI ou CDD de plus d'un mois) au cours du mois M, ou M+1 (sans être inscrits en catégories A ou B en M) ;
- ou sont repérés comme reprenant un emploi de plus d'un mois au cours du mois M parce qu'ils :
 - sont sortis des listes pour reprise d'emploi déclarée au cours du mois M ;
 - ou ont basculé en catégorie E au cours du mois M ;
 - ou ont basculé en catégorie C au cours du mois M sans revenir en catégories A ou B au cours du mois M+1, dès lors qu'ils n'exerçaient pas plus de 70 heures d'activité réduite au cours du mois M-1⁽²⁾ ;
 - sont entrés en Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) ou en Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE) individuelle, ces actions étant conditionnelles à un engagement de recrutement.

L'ensemble de ces règles est appliqué de façon à éviter tout double compte (reprise d'emploi durable mesurée deux mois successifs pour une même reprise d'emploi). De plus, lorsque la reprise d'emploi est repérée par une sortie des listes pour reprise d'emploi déclarée, ou une bascule en catégorie C ou E, elle n'est pas prise en compte lorsqu'elle est associée à une DPAE de moins d'un mois.

Cet indicateur permet ainsi d'approcher précisément le nombre de reprises d'emploi à partir de données administratives, disponibles rapidement et sur un champ exhaustif.

Les catégories statistiques de demandeurs d'emploi

On distingue les 5 catégories suivantes de demandeurs d'emploi :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois.
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois).
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).
- Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ils peuvent être en stage ou formation, en maladie, en convention de reclassement personnalisé (CRP), en contrat de transition professionnelle (CTP) ou en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi.
- Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

(1) En revanche, l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont l'obligation d'établir une DPAE lorsqu'ils embauchent des salariés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé.

(2) Ce seuil de 70 h vise à limiter la prise en compte de passages de catégorie B en catégorie C due à une légère augmentation de la durée travaillée d'un mois à l'autre dans un même emploi.